

Sortir du productivisme

« La production a d'ores et déjà dépassé le niveau où elle était socialement utile. En développant de manière obsédante les forces productives, le capitaliste a [...] empêché le contrôle ouvrier sur le processus de travail. » (J.-P. Tertrais)

Pour l'extrême-gauche, être maître de son outil de production est fondamental. On ne peut pas leur donner tort.

Néanmoins une entreprise autogérée peut aussi tomber dans les travers du productivisme.

Comment l'éviter ? En planifiant l'économie ?

Il faut revenir à une **planification** capable de réintroduire la notion de **limites** qui fait aujourd'hui défaut au système. (Une planification qu'on peut aussi apparenter à de l'auto-gestion)

Sur quelle base ?

Sur un modèle écologique et matérialiste tenant compte de ce qui se produit dans la nature, dans le sous-sol, en s'appuyant sur le concept d'**empreinte écologique** : ne pas produire plus que ce que la planète ne peut le supporter.

Est-ce suffisant ?

N'est-ce pas permettre au système de fonctionner de façon toujours aussi productiviste mais dans des clous ? Peut-on régulariser le capitalisme dont la force motrice sont les profits, et donc ne connaît pas de limite ?

Il faut redonner un sens social et utilitaire à la production.

L'imposer frontalement est une démarche stérile (l'histoire nous montre assez qu'on ne gagne rien à imposer quoi que ce soit) ; mieux vaut contourner la problématique et contraindre le système autrement. Quelques idées :

relocaliser l'économie (et par conséquent le travail) : en internalisant les coûts de transport, l'entretien des réseaux autoroutiers, les coûts de santé, etc. soit intégrer dans l'économie les coûts écologiques

privilégier la valeur d'usage : en primant/subventionnant ce qui construit du bien commun et collectif, tout en taxant ce qui augmente l'empreinte écologique

interdire la publicité

taxer les transactions boursières

fiscalité ?

Et surtout déconnecter les revenus, de l'emploi :

L'emploi est une fonction utilitaire pour la société

Le revenu, un droit à garantir

Pour sortir du dogme de la croissance, et réaffirmer la primauté du politique, faut-il pour autant renouveler le concept d'état-régulateur, d'état-providence ?

Les Etats et les Institutions internationales sont au ordre du système libéral, à son chevet quand il feint d'être souffrant.

Le Cheval de Troie

Il faut au contraire soutenir les pratiques dissidentes, permettre de faire exister à l'intérieur du système des alternatives.

Avec quels dispositifs ? ??

Réduire et partager le travail

Le travail : « *l'étrange folie [d'aimer] le travail* » dont parle Paul Lafargue, l' « *entité dénuée de substance* », pour Viviane Forrester.

Il faut poser la question du contenu et donc, de l'utilité sociale du travail. Le travail ne doit pas être une question économique, auquel cas seul les productivistes lui donneraient un sens, et quel sens !

La question du travail doit être avant toute politique : quel sens nous donnons à une société de décroissance et quel sens y aurait le travail ?

Redéfinir le travail n'est pas aisé puisque tous les courants de pensée jusqu'à ce jour, l'ont rendu nécessaire et fait de sa valeur, « *l'essence même de la condition humaine* » (J. Rousselet). Les h et f sont ainsi conditionnés culturellement à accepter son évidence, et cela dès l'école dont la finalité serait de préparer l'individu à la vie professionnelle.

Le travail tel qu'il est actuellement toujours envisagé est un devoir, une punition, une aliénation, un instrument de contrôle social, un temps non librement utilisé. Le travailleur n'est qu'un outil pour la production, une marchandise, une variable d'ajustement utilisé ou jeté.

Il est nécessaire de quitter l'idée que le savoir-faire et les compétences n'ont d'utilité qu'à la création de richesse matérielle. C'est réducteur pour l'être humain qui n'a comme modèle pour se valoriser que les canons du libéralisme : l'effort, le mérite. Valoriser les individus par la souffrance, le sacrifice (vieille tradition chrétienne), alors que le système ne réduit pas les inégalités, aggrave au contraire la pauvreté et au passage la situation écologique.

Le travail n'a plus désormais qu'une fonction économique : il s'est mué en emploi. Pour faire au plus simple : vous donnez de votre temps, en échange on vous donne un salaire.

Vous pouvez donc « vivre », si vous avez un emploi salairé, si vous vous montrez par conséquent utile à la société. « *Faut-il mériter de vivre pour en avoir le droit ?* » (V. Forrester)

Besoins fondamentaux

La trilogie Production/emploi/consommation ne peut être séparée de la notion de besoin.

H. Kempf s'appuie sur T. Veblen pour comprendre ces mécanismes de besoin : Le ressort central de la vie sociale est la rivalité ostentatoire qui vise à exhiber une prospérité supérieure à celle de ses pairs. Cette course à la distinction pousse à produire/consommer davantage que les besoins utiles.

Mais les besoins actuelles ne sont-ils satisfaits pour le plus grand nombre ? (à

formuler avec toutes les précautions nécessaires : 7 millions, pour l'exemple de la France, de personnes vivent en situation de précarité)

Pour Veblen, c'est le jeu social qui stimule les besoins alors que ceux-ci ne sont pas infinis. A transformer des besoins superflus en besoins utiles, on se condamne

« *inexorablement, quel que soit le recours de la science, à toujours travailler autant, sinon plus* » (J. Rousselet)

Les besoins fondamentaux relèvent-ils des biens communs ?

Nécessité de préserver, ou même reconquérir les biens communs, c'est -à-dire des biens qui à l'origine sont gratuits. Biens communs relevant de la nature ou construits collectivement.

Retrouver le sens de la gratuité

Pour H. Kempf, il faut réduire la consommation des riches. Soit. Comment ?

limiter les revenus pour faire décroître la consommation matérielle : indexer le salaire minimum au salaire maximum (quel écart serait acceptable ?) et assurer des augmentations proportionnelles des salaires

Revenu Maximum Autorisé

Revenu Minimum Garanti et Suffisant. Un revenu qui compléterait le salaire : « l'essentiel est [...] d'assurer une **production alternative**, plus écologique. » (J. Zin)

Préalable : combien est-il soutenable de gagner pour ne pas nuire à la planète ?

Comment soutenir des emplois socialement et écologiquement soutenables ?

La décroissance doit-elle tenir un discours moralisateur sur le travail et la richesse ?

Comment se détacher d'un discours moraliste sur les valeurs ?

La vraie richesse ne serait pas matérielle, l'accumulation de biens et la réussite individuelle ne sont pas des modèles. On retrouverait un discours culpabilisateur chrétien!

Comment assurer cette **production alternative** ? Par le travail obligatoire et les devoirs collectifs ?

Une certitude : la pérennité d'un travail nécessaire pour faire fonctionner la société, travail ingrat ou, travail lié (selon la classification d'Adret.)

Le travail doit être le moins contraignant possible, le moins aliénant : « *le travail n'est pas spontanéité, seule l'activité non productrice peut l'être.* » (K. Marx) De

même, il écrit : « *Dans une société communiste ou socialiste toutes les professions deviendraient pour ainsi dire des passe-temps.* »

Réduire le temps de travail, n'est-ce pas permettre aux individus de se consacrer à du travail libre (toujours extrait de la classification d'Adret) c'est-à-dire un travail qui a un sens pour celui qui le fait, un travail qui échapperait à l'économie de marché.

Il est aussi utile de dégager les individus du travail-nécessaire pour qu'ils reprennent le contrôle, l'autonomie de leurs propres vies

On rejoint les idées d'I. Illich : pour lui, une société conviviale est « une société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialistes. Conviviale est la société où l'homme contrôle l'outil. »

Se libérer du salariat (cf la servitude volontaire) Retrouver sa liberté n'est pas chose simple quand c'est volontairement qu'on l'a délaissée. « *La première cause de la servitude est donc l'oubli de la liberté, et la coutume de vivre dans une société hiérarchisée où règne la domination des uns sur les autres. "La première raison de la servitude volontaire, c'est l'habitude" .* » (Wikipédia)

Tous « sublimes » avec la fin du travail ?

(Sublimes du nom, de ces ouvriers très qualifiés qui, au XIXe siècle, choisissaient eux-mêmes leur patron et leur temps de travail, alternant période de travail et période de temps libre.)

Ce que les politiques traditionnels appellent encore le « plein emploi » est une farce, tout comme leurs tentatives dérisoires de faire croire que c'est encore possible.

La fin du travail, c'est pour lapalisser (?), le chômage permanent ; et que je sache le système capitaliste s'accommode très bien de ce chômage qui ne l'empêche nullement de fonctionner et de toujours s'enrichir.

C'est la fin du travail (cf livre de Rifkin, ou les travaux sur le travail cognitif, Gorz).

Nous avons changé de civilisation : le travail au sens traditionnel, travail matériel, concret, inscrit dans une économie réelle, a disparu.

Cette réflexion que nous avons sur le social, sur la répartition des richesses, doit aussi s'accompagner d'une réflexion sur la répartition des pouvoirs.

Maintenir le système de représentativité actuel, c'est maintenir un système de pouvoir qui ne fait qu'accompagner mainmise de l'économie sur le politique, et maintenir les privilèges d'une classe dominante.

Mais en plus de réformer le fonctionnement institutionnel (Interdire le cumul des mandats ; limiter ces mandats à un seul renouvellement) il convient de repenser l'exercice des responsabilités et l'élaboration collective et démocratique des projets.